

Engagés, mais apolitiques : la nouvelle opposition polonaise

Description

Depuis l'installation au pouvoir du parti Droit et Justice (PiS), semble émerger une nouvelle opposition en Pologne, située hors de la Diète et du Sénat. Mais quel avenir peuvent espérer les militants engagés en Pologne et en quoi consiste leur engagement ?

Depuis des années, les sociologues en Pologne observent un faible intérêt pour la politique. Sur 30 élections qui se sont déroulées dans le pays depuis 1989, la participation électorale n'a dépassé les 50 % qu'à neuf reprises. Désormais, elle oscille entre 40 et 48 %, selon les scrutins. D'après une société polonaise de sondages, le Centre d'études de l'opinion publique (CBOS), la majorité des Polonais décrit son intérêt pour la politique comme « moyen », « faible » ou « très faible »^[1]. Selon les statistiques, un quart seulement de la population appartient à un parti politique. Comparativement à d'autres pays de taille comparable – 38 millions d'habitants – ce niveau semble particulièrement faible, même si la tendance en Pologne est conforme à ce qu'on peut observer ailleurs en Europe et qui correspondrait, globalement, à une baisse de confiance dans le modèle de démocratie représentative. Le politologue irlandais Peter Mair explique même que « *le siècle de la démocratie partisane est passé* »^[2]. Toutefois, spécificité polonaise, ce manque de confiance dans la politique semble aussi pouvoir s'expliquer par l'histoire d'un pays où l'appartenance partisane a longtemps été associée au régime soviétique, c'est-à-dire à un pouvoir imposé utilisant tous les outils disponibles pour son propre bénéfice et maintenant une domination quasi-impériale.



Toutefois, depuis 2015, force est de constater un changement de comportement.

De la mobilisation à l'organisation

Le 25 octobre 2015, le parti conservateur Droit et justice (PiS) a remporté les élections législatives. Il n'a pas attendu longtemps pour entamer ses réformes. Les premières manifestations contre le nouveau gouvernement, elles non plus, n'ont pas tardé. Elles sont intervenues un mois après l'entrée en fonction du gouvernement et, depuis, sans être massives, elles n'ont cessé de croître si l'on en croit l'ONG MamPrawoWiedzie? (*J'ai le droit de savoir*) qui promeut cette forme de « smart voting ». En 2016 et 2017, le nombre de manifestations organisées à Varsovie a ainsi dépassé 2 000 par an, contre environ 500 par an auparavant^[3]. Cette multiplication des rassemblements qui les mène dans la rue révèle bien la mobilisation (ou la frustration ?) des citoyens polonais. Mais le désaccord avec la politique du parti au pouvoir n'implique pas nécessairement leur soutien à l'opposition parlementaire. Ainsi, dès le début de mandat du Parlement polonais, les manifestations ont été organisées par des mouvements sociaux tout nouvellement créés.

Dans un premier temps, le Comité de défense de la démocratie (KOD), créé notamment par la génération qui avait participé à des actions dans l'opposition démocratique avant 1989, s'est situé à

l'avant-garde de ces mouvements. Ces manifestations, organisées entre 2015 et 2017, ont rassemblé des milliers de personnes en se présentant comme « apolitiques » et « inclusives », les seuls accessoires autorisés étant des drapeaux de la Pologne (blanc-rouge) et de l'Union européenne (UE). Cette mise à distance d'une approche partisane semblait alors motivée par le besoin de réappropriation des symboles nationaux, captés jusqu'alors par l'extrême droite. Les discours prononcés à l'occasion de ces rassemblements étaient directement liés avec le sujet spécifique motivant la manifestation et pouvaient rarement être associés à tel ou tel parti politique. Seul un parti non-parlementaire participait alors en tant que co-organisateur de ces protestations : plutôt marginal, le parti des Verts ne signalait d'ailleurs pas sa présence en tant que tel.

À mesure que le KOD se développait, son leader de l'époque, Mariusz Kijowski, a commencé à manifester son intérêt pour une forme plus classique d'expression politique, partisane. C'est ainsi qu'en mai 2016, sous les auspices du KOD, a été créée la coalition Liberté, Égalité, Démocratie, à laquelle se sont joints des partis d'opposition parlementaire, comme .Nowoczesna (.Moderne) et Polskie Stronnictwo Ludowe (Parti paysan polonaise), et des partis qui ne sont plus ni à la Diète ni au Sénat, comme Sojusz Lewicy Demokratycznej (Alliance de la gauche démocratique) ou Socjaldemokracja Polska (Social-démocratie de Pologne). Dès lors, les sondages ont commencé à considérer le KOD comme un parti « d'opposition totale », aux côtés de la Plateforme civique (PO), de Nowoczesna et du PSL^[4]. Mais, précisément à cause de ses aspirations politiques, le KOD a commencé à être l'objet de critiques, concentrées notamment sur le manque de transparence financière du mouvement (et, plus spécifiquement, de son leader). Finalement, cette transformation d'un mouvement social en véritable organisation politique s'est révélée infructueuse et, s'il existe toujours, le KOD n'exerce plus désormais qu'une influence sociale très limitée.

Le travail « d'en bas »

Jacek Wesołowski, publiciste, militant et membre du parti de gauche Razem (Ensemble) écrit dans son livre –un témoignage relatant plus de 50 manifestations à Varsovie entre 2015 et 2017– que « *la Pologne d'en bas a commencé à se détacher de la Pologne d'en haut* »^[5]. S'interrogeant sur l'évolution de ces mouvements qui ont émergé à la faveur d'une contestation dirigée contre les politiciens en place, l'auteur note que ces mouvements vivent aujourd'hui une modification radicale de leurs structures.

C'est le cas du mouvement Dziewuchy Dziewuchom (Les filles pour les filles), qui a organisé les deux plus grandes manifestations qui se sont déroulées en Pologne depuis 2015, motivées par la lutte contre l'interdiction totale de l'avortement. Depuis le premier rassemblement, le « lundi noir » d'octobre 2016, le mouvement a développé un réseau de contacts avec d'autres groupes militants qui peuvent être considérés comme « petits ». Or, ce sont précisément ces organisations qui sont les plus à même d'instaurer une relation de confiance avec des Polonais qui ne peuvent ou ne veulent se situer dans aucune représentation politique. « *Les gens ne trouvent pas leur place dans la vie publique. Ils disent que la politique est sale et ils s'en éloignent. Nous voulons qu'ils soient présents et qu'ils aient plus à dire* »^[6], explique par exemple Weronika Paszewska, l'une de fondatrices d'Akcja Demokracja (Action Démocratie).

Akcja Demokracja existe depuis 2015 et c'est elle qui a organisé la plupart des manifestations, en juillet 2017, en faveur de l'indépendance de la justice en Pologne. Comme dans le cas du KOD des premières années, ces manifestations se veulent « apolitiques » et mettent plutôt l'accent sur des

gestes performatifs comme la « chaîne de lumière » qui consiste à brandir des bougies allumées. Les personnes engagées dans ces initiatives travaillent aux côtés d'autres ONG et organisations de défense des droits de l'homme. De nombreux Polonais leur font confiance parce qu'elles soutiennent une liberté qui leur convient, celle du statu quo. Ceux qui proposent d'aller au-delà, élaborant notamment un véritable programme politique (c'est le cas de Razem par exemple), restent plutôt marginaux. Cela traduit-il une crise de l'imagination politique ? Et pourquoi ?

« Apolitisation » de la politique

Peut-être la réponse à cette question se trouve-t-elle, contre toute attente, dans le langage de la politique contemporaine polonaise. Il n'est pas nécessaire de regarder la télévision publique pour se sentir frustré par des médias polonais qui ne communiquent aucune ouverture sur le monde extérieur et traduisent une focalisation extrême sur la politique intérieure. Il n'existe finalement que deux langages de la politique partisane : celui de la « modernisation » adopté par la PO et celui de la « grande et puissante Pologne », marque de fabrique du parti au pouvoir. Une partie notable des citoyens polonais se disent fatigués par ces deux grandes narrations structurées, programmées et surtout incapables de toute évolution. Or, les organisations et les mouvements sociaux n'ont pas encore élaboré leur propre langage, alternative de communication qui, peut-être, pourrait entraîner un véritable changement et lutter contre l'« apolitisation » de l'espace public polonais.

Notes :

[1] [«Komunikat z bada? nr 101/2017», CBOS, p. 7.](#)

[2] Peter Mair, *Ruling the Void: The Hollowing Out of Western Democracy*, Verso, 2013, p.2.

[3] [Anna ?cis?owska, «Pod czym oknem demonstrujemy?» \(Sous quelle fenêtre protestons-nous?\), MamPrawoWiedziak, 13 août 2018.](#)

[4] [Artur Bartkiewicz, Sonda?: KOD i opozycja wygrywaj? z PiS, 12 mai 2016.](#)

[5] [Jacek Weso?owski, Kryterium uliczne \(Un critère de rue\), Auto-édition, 2017\), p. 32.](#)

[6] [Igor T.Miecik, «Akcja Demokracja: Jedno klikni?cie i wybuch?o. Jak kilka m?odych i nikomu nieznanych osób poci?gn??o za sob? t?um pod S?d Najwy?szy i Sejm» \(L'Action Démocratie: Un clic et voilà. Comment plusieurs jeunes ont rassemblés la foule devant la Cour Suprême et la Diète ?\), Gazeta Wyborcza, 21 juillet 2017.](#)

Vignette : [Bartek Muracki.](#)

* Olga BYRSKA est essayiste et journaliste polonaise, elle écrit sur la littérature et sur le théâtre pour différents journaux et coopère avec plusieurs institutions culturelles à Varsovie (notamment le Musée d'art moderne, le Centre d'art contemporain, le Théâtre Juif et l'Institut théâtral).



[Retour en haut de page](#)

date créée

25/06/2018

Champs de Méta

Auteur-article : Olga BYRSKA*